

10 Port-Gentil

Droits de la femme/Entretien avec la chargée de la formation de Goboni international "La femme est le pilier de la société, donneuse de vie et faiseuse d'Hommes par l'éducation"

Propos recueillis par FAE

Port-Gentil/Gabon

Après la célébration de la Journée internationale de la femme, le 8 mars écoulé, "l'Union" a profité du passage, à Port-Gentil, de Jeanne Chantal Balouki Ndong, chargée de la formation du Groupe international Goboni pour la connaissance des droits humains, pour faire un point des différentes actions menées par cette structure depuis un certain temps. Lecture.

l'union. Au regard des objectifs qu'elle s'est fixés, quelles actions mène votre organisation pour promouvoir singulièrement les droits de la femme ?

Jeanne Chantal BALOUKI NDONG : « Cette année, nous avons été invitées à prendre part au Women economic front, un événement mondial qui se déroule, tous les ans, du 8 au 9 mars, au Pays-Bas. Notre présidente fondatrice, Dr Annie-Flore Assenguet Yogoulou-Joly, y a pris une part active. Elle a fait connaître le sens de notre combat pour la connaissance des droits, singulièrement des femmes et des filles, et pour la promotion des valeurs d'humanisme, d'éthique, de justice, de respect de la dignité humaine, les valeurs familiales. Concrètement, le Groupe international Goboni agit essentiellement en organisant des séminaires de formation, des conférences, des tables rondes ayant pour but d'enraciner les droits humains, de les faire connaître aux femmes et aux hommes, d'amener chacun, où qu'il se trouve, à s'approprier ses droits et à vivre en respectant la dignité de l'autre, particulièrement de la femme et des enfants. C'est ainsi que, sur le plan international, nous avons participé à plus de 25 rencontres internationales et organisé trois événements : deux en France (une table ronde sur "l'accès à la connaissance pour tous" et un colloque sur le thème "Femme et culture, source du vivre ensemble, source de paix : quelle femme digne pour demain ?"). Le dernier événement a eu lieu au Cameroun.

Et au Gabon ?

- Cinq événements ont été organisés sur le plan national : une conférence-débat sur "l'accès à la connaissance des droits pour tous", une autre sur le thème : "Quelle évolution des droits des femmes et des filles au Gabon ?", un séminaire de formation sur le thème "Associations et leadership", un colloque international sur les "femmes, piliers de nos familles et sociétés : quelles femmes dignes pour demain ?", et une présentation des ouvrages des écrivains et écrivaines du Groupe international Goboni.

Pour l'édition 2018 de la Journée internationale de la femme, votre entité a choisi comme thème "Intensifier la promotion des droits des femmes et des filles et lutter contre toutes les formes de discriminations". Pourquoi ?

- La femme est le pilier de notre société, donneuse de vie et faiseuse d'Hommes par l'éducation. Elles restent une tranche importante de l'humanité. Au Gabon, elles représentent 52% de la population. Pour un développement social harmonieux et leur plein épanouissement, il faut qu'elles soient réellement engagées et impliquées dans tout processus de promotion de leurs droits, pour lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, qui constituent le 5e des 17 Objectifs du développement durable, doivent être intensifiées. Cela passe par des actions de terrain, en commençant par atteindre la famille, première cellule de base de toute société, puis l'environnement, l'entourage immédiat, les différentes communautés et les milieux sociaux. La sensibilisation doit se faire dans ces différents espaces vitaux. La femme doit donc être présente à tous ces niveaux, porter sa voix et se lever quand il y a violation de son intégrité ou celle de ses proches.

En d'autres termes ?

- Comment peut-on comprendre qu'il y ait des petites filles qui soient violées et dont les criminels connus pour ces actes barbares vaquent à leurs occupations sans être inquiétés ? Comment comprendre que des jeunes filles, par exemple dans le monde rural où certains droits fondamentaux laissent à désirer, soient contraintes d'épouser leurs violeurs pour éviter de ne pas trouver un mari plus tard ? Ces agissements sont inconcevables. Des lois plus sévères devraient être initiées pour lutter contre ces comportements néfastes. Les femmes doivent avoir le courage de dénoncer ces gestes et ne plus avoir peur de lutter contre ces comportements déviants. Ne rien faire ou ne rien dire serait préjudiciable pour l'avenir de nos filles, futures femmes, et c'est nous rendre complices de ces actes odieux.

A Port-Gentil, particulièrement, votre structure a initié des actions. Pouvez-vous en dire un mot ?

- Pour lutter contre la discrimination, nous avons mis en place un Programme de solidarité pour le soutien à la scolarité des petites filles orphelines en situation de vulnérabilité (PSSFOV). L'objectif étant de donner, à la population cible, des valeurs qui passent par l'éducation. C'est aussi l'occasion de leur montrer l'importance de croître dans la société en mettant en avant les valeurs du travail et des compétences, et non de la facilité qui, le plus souvent, conduit à certains vices et à certains maux. Leur inculquer les valeurs d'effort personnel et régulier, de vivre ensemble en paix, les instruire sur l'importance de penser aux



Photo : Sidonie Ambonguila

Jeanne Chantal Balouki Ndong, présidente de l'Ong Goboni international.

autres, de partager et d'être solidaires, restent le leitmotiv de ce programme. Une fille instruite, éprise de paix et de valeurs universelles est un atout indéniable, non seulement pour la famille, mais aussi pour la communauté et la société tout entière. Sachant que tout se tisse dans l'éducation de la petite enfance, nous restons persuadés que les valeurs doivent être prônées et données aux enfants dès leur plus jeune âge. C'est pourquoi, nous avons opté pour les enfants âgés de 4 à 12 ans que nous nous engageons à suivre par un soutien multiforme, en fonction de nos capacités. C'est l'opportunité ici de lancer un appel citoyen aux personnes soucieuses d'un avenir plus radieux pour nos enfants, d'apporter leurs contributions pour accompagner ce programme que nous envisageons d'étendre à l'Estuaire,

la Ngounié et au Haut-Ogooué. Par ce programme, nous venons en soutien à l'éducation des filles car, éduquer une fille, c'est éduquer une famille, c'est éduquer une communauté, c'est éduquer une société, c'est éduquer une nation.

la Ngounié et au Haut-Ogooué. Par ce programme, nous venons en soutien à l'éducation des filles car, éduquer une fille, c'est éduquer une famille, c'est éduquer une communauté, c'est éduquer une société, c'est éduquer une nation.

Quel message lancé aux femmes pour la journée qui leur est dédiée ?

- Elles doivent s'instruire, se former et s'informer. Elles doivent éduquer leurs enfants aux valeurs de respect, d'égalité, de travail et de paix. Dans le monde rural, elles doivent être respectées pour le travail considérable qu'elles déploient au sein de nos communautés. Ce sont elles qui nous font vivre. Gardiennes des valeurs culturelles intrinsèques, elles doivent être valorisées et soutenues au quotidien et ce, tout au long de l'année. Un regard particulier à leur endroit est plus qu'utile. Un pont est à réaliser entre le monde rural et le monde urbain. Enfin, elles doivent briller, non pas par leur féminité, mais parce qu'elles font bien leur travail, sous aucune forme de considération discriminatoire. Elles doivent prendre leur place en tant qu'actrices de changement et de transformation de la société pour intensifier la promotion des droits des femmes et l'égalité réelle. Femmes, changez, osez, élevez-vous, marchez et faites évoluer la société par votre action positive et indélébile, car tout est entre vos mains !



COMMUNIQUE

SOCIETE NATIONALE IMMOBILIERE

La Société Nationale Immobilière(SNI) invite les responsables, des sociétés ci-après, ayant signé un contrat de réalisation des travaux dans le cadre du projet 3808 logements, à se présenter à sa Direction Générale sise à son siège social de Likouala à Libreville dans un délai de sept(7) jours, dès parution du présent communiqué il s'agit de :

- PETRA
- ALLIANCE DU BTP
- BOURGEON
- ENTRABAT
- SOGABTA
- SOLACO
- CIDEC
- SOBAMO

En raison de l'importance de ces rencontres, la présence de chaque responsable est vivement attendue.

Fait à Libreville, le 12 MARS 2018

Le Directeur Général

 Hermann KAMONOMONO



Société Anonyme au capital de 1 250 000 000 F.CFA

Siège Social : B.P 515 - Libreville, GABON - Tél. : (241) 01 76 05 81 - 01 76 05 92 - Fax : (241) 01 74 76 00 - R.C.-C.M. n° 2001B01210
 Statistique n° 90180 R - E-mail : snigabon@sni.ga - Site web : www.snigabon.ga